

de dollars. Certains députés d'en face ont prétendu que cette somme ne suffirait pas. A mon avis, s'ils comprenaient comment elle sera dépensée, ils se rendraient compte du contraire. Cet argent sera injecté dans l'économie parce qu'il importe de rétablir l'équilibre entre le prix de revient et le revenu. Même s'il ne s'agit pas de payer en entier le coût des emplois qui pourront disparaître, il importe d'en payer une partie. Voilà pourquoi nous pouvons, avec 80 millions de dollars, produire beaucoup plus, en revenus et en emplois, grâce au programme que nous proposons.

Que la Chambre me permette de lui donner un exemple. Une compagnie de 500 employés exporte pour 14 millions de produits aux États-Unis soit les quatre cinquièmes de sa production. La surtaxe hausse la douane sur ses exportations de 11 à 21 p. 100. Comme la compagnie fait déjà face à une très vive concurrence, elle ne peut répercuter la surtaxe. Pas plus, d'ailleurs, qu'elle ne peut accepter de réduire ses bénéficiaires car, les députés le savent, les sociétés canadiennes ont déjà dû les réduire, et elles ne peuvent emprunter davantage. Pour toutes ces raisons, la société en cause devra peut-être congédier 500 employés. Les 500 employés perdraient leur emploi, sans parler des autres mises à pied parmi les fournisseurs de cette compagnie.

En vertu des dispositions de ce projet de loi, si cette compagnie répond aux exigences, elle aurait droit à une subvention s'élevant aux deux tiers de la surtaxe sur ses exportations aux États-Unis, ce qui, sur une période de six mois, représenterait environ \$500,000. Donc dans ce cas-là, le gouvernement verserait \$500,000 à la compagnie pour maintenir 500 emplois, c'est-à-dire \$1,000 par emploi durant cette même période. Les députés se rendent donc compte de la relation qui existe.

Bien que cet exemple ne puisse s'appliquer dans tous les cas, il montre bien comment un montant de 80 millions peut être étalé de façon à s'appliquer au plus grand nombre d'emplois au Canada. Nous estimons que cela fera une différence dans le nombre d'emplois perdus au Canada. Il est raisonnable de supposer que le montant prévu de 80 millions de dollars maintiendra une bonne partie des emplois qui autrement auraient été perdus. Comme je l'ai signalé, c'est un programme précis qui a une fin précise. Si vous essayez d'y voir un bill destiné à remédier à toutes sortes d'autres maux au Canada, vous faites erreur. Sa raison d'être est de résoudre ce problème de façon satisfaisante.

● (9.40 p.m.)

M. Bell: Le député me permettrait-il une question?

M. l'Orateur suppléant (M. Laniel): Comme le sait le député, il ne peut poser de question que si le secrétaire parlementaire veut bien y répondre.

M. Howard (Okanagan Boundary): Oui, j'y consens, monsieur l'Orateur.

M. Bell: Comme le député a appuyé et loué le discours du député de Duvernay (M. Kierans) et comme trois ministres du cabinet ont frappé sur leurs bureaux et semblaient approuver ses propos, pouvons-nous maintenant compter que le député et les autres membres du cabinet présenteront les changements prévus dans les propositions fiscales de façon à créer la situation dont a parlé le député de Duvernay? Le gouvernement est-il

maintenant prêt à apporter les changements qu'il préconise et qui avaient poussé le député de Duvernay à démissionner du cabinet?

M. Howard (Okanagan Boundary): Monsieur l'Orateur, j'avais l'impression que nous discutons du bill C-262. Le député m'a posé une question au sujet du bill traitant de la réforme fiscale. Je vous ferais remarquer que cette question est peut-être irrecevable. Comme je l'ai déjà dit, les points qu'a soulevés le député de Duvernay étaient très intéressants. Les opinions des députés de ce côté-ci sont très variées et je suis certain que le gouvernement étudiera ses vues très minutieusement, tout comme le feront tous les députés de ce côté-ci.

[Français]

M. Henry Latulippe (Compton): Monsieur l'Orateur, il me fait plaisir de prendre la parole sur le bill C-262.

Ce projet de loi a fait couler beaucoup d'encre et dépenser beaucoup de salive depuis quelques jours, mais nous ne voyons pas, encore ce soir, de députés du gouvernement ou de ministres qui ont vraiment trouvé des solutions susceptibles de régler le grave problème qui nous oppose aux Américains.

Monsieur le président, c'est réellement un problème, et cette situation, voulue par les Américains, place les Canadiens dans une situation assez périlleuse. Devant ces faits, nous devons réagir, exprimer nos opinions et surtout essayer de trouver de vraies solutions.

Le problème actuel est réellement un problème économique et non pas politique. C'est un problème entraîné par les circonstances de l'évolution économique. Mais il y a des solutions à tous les problèmes.

Ceci nous prouve de plus en plus que nous sommes sous la dépendance des pays étrangers, surtout des États-Unis. Un pays sous la dépendance d'autres pays ne s'occupe pas réellement de ses affaires, ne règle pas ses problèmes et laisse aux autres le soin de régir son économie, alors qu'il devrait le faire lui-même.

Puisque nous sommes sous la dépendance des Américains, il y a eu du laisser-aller. Je ne veux pas blâmer qui que ce soit, mais quelqu'un est responsable. Les responsables ne sont pas seulement les membres du gouvernement actuel, mais aussi ceux des gouvernements précédents qui n'ont jamais voulu prendre leurs vraies responsabilités pour créer un climat d'indépendance économique.

Voilà le problème! Depuis la reprise de la session, nous avons entendu à la Chambre les représentants des quatre partis politiques. Le parti au pouvoir présente un bill qui renferme des propositions valables, jusqu'à un certain point, mais ces propositions ne sont pas susceptibles de régler définitivement le problème.

Alors, on nous propose de mettre la somme de 80 millions de dollars à la disposition des Canadiens ou d'une commission indépendante qui sera créée pour régler ce problème. Tous les députés de l'opposition disent que cette somme est insuffisante, que c'est une goutte d'eau dans l'océan et que ceci ne réglera pas le problème.

A mon sens, ce ne sont pas les 80 millions de dollars qui vont régler le problème. Même si l'on y mettait un milliard, cela ne le réglerait pas non plus. Ces 80 millions qu'on va mettre à la disposition des citoyens seront puisés dans les goussets des contribuables.